



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO

Irina Bokova,

à l'occasion de l'ouverture de la session plénière du 191^{ème} Conseil
exécutif

UNESCO, le 15 avril 2013

Madame la Présidente du Conseil exécutif,

Madame la Présidente de la Conférence générale,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil exécutif,

Nous partageons le sentiment de vivre une année décisive pour l'UNESCO, vous l'avez souligné Madame la Présidente.

Décisive sur le plan stratégique, avec l'élaboration de notre nouvelle stratégie à moyen terme, notre document C/4.

Décisive sur le plan de la réforme,

Sur le plan budgétaire.

Je voudrais saisir aujourd'hui l'occasion de prendre du recul – de mettre ces questions en perspective, au regard des défis de l'UNESCO dans le monde.

- un monde qui change à une vitesse incroyable.

Le dernier rapport sur le développement humain, lancé par le Programme des Nations Unies pour développement, au Mexique en mars dernier, le montre en détail.

L'essor fulgurant des pays du sud redessine complètement la dynamique du progrès humain dans un monde diversifié.

L'interdépendance des Etats, les sociétés plus connectées mais aussi plus fragmentées, redessinent notre vision de la paix.

Il y a dans le monde un besoin criant d'éducation, de formation, de partage des savoirs.

Un besoin criant de dialogue des cultures, de compréhension mutuelle, de tolérance.

Tous les pays sont concernés.

Il n'y a pas « le Nord » d'un côté, « le Sud » de l'autre.

Les défis des inégalités, de la pauvreté, de l'inclusion, sont des défis communs à toutes sociétés, riches, pauvres, émergentes.

L'UNESCO est au cœur de ces défis, et nous devons y répondre.

C'est un travail complexe, un travail exigeant.

Nous devons l'aborder avec lucidité et aussi avec confiance.

Avec la claire conscience de nos atouts et de nos faiblesses, de ce que nous avons accompli, au niveau global et au niveau pays.

L'UNESCO s'est mobilisé ces derniers mois au niveau global, pour avancer ses priorités dans les politiques publiques, pour l'éducation, la culture, la protection des journalistes.

Le 10 décembre dernier, pour la Journée mondiale des droits de l'homme, nous avons organisé avec le Pakistan et en présence de son Président, l'événement de haut niveau *Soutenons Malala : l'éducation des filles est un droit*, dédié à cette jeune femme courageuse agressée par les talibans.

Cet événement relayé dans plus de 35 pays a permis le lancement d'un Fonds de 10 millions de \$ pour l'éducation des filles, et je remercie le Pakistan pour son engagement et sa généreuse contribution.

Lors de la deuxième réunion des Etats Parties à la Convention de 1970 contre le trafic illicite des biens culturels, les Etats ont décidé de se réunir désormais tous les deux ans, et l'UNESCO a permis la création d'un nouvel organe de suivi destiné à améliorer la gouvernance et la mise en œuvre de cette Convention.

C'est un immense progrès sur cet enjeu culturel majeur.

J'ajoute que pour renforcer les capacités dans ce domaine, l'UNESCO a lancé au cours des 6 derniers mois 11 programmes de formation des professionnels de 70 pays au total, avec l'engagement des Pays-Bas, de la Turquie, du Pérou, du Chili, du Sénégal et de Sainte-Lucie.

C'est là aussi un effort important, sur un enjeu prioritaire, et j'ai puisé dans le Fonds d'urgence pour le soutenir.

Une étape majeure vient également d'être franchie dans notre travail pour la mise en valeur du rôle de la culture dans le développement durable, avec la mise en place, en Novembre 2012 d'une équipe de travail dédiée sur ce sujet, au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD).

L'UNESCO a créé la toute première base de données en ligne sur la place de la culture dans les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF en anglais).

L'analyse est disponible dans ce document, et vous pourrez lire que la culture est inscrite dans plus de 70% des Plans-Cadres, soit le double d'il y a 10 ans.

Et nous allons continuer.

Toujours au niveau global, je citerais le plan d'action commun aux Nations Unies sur la sécurité des journalistes.

Lancé sur une idée de l'UNESCO, il a été adopté en 2012 par le Conseil des chefs de Secrétariat.

La stratégie de mise en œuvre de ce plan pour 2013-2014 a été discutée à la conférence de Vienne au mois de novembre et vient d'être publiée au mois de mars – et je voudrais remercier et féliciter l'Autriche pour son engagement à ce niveau.

Les réunions comme celles de la Commission pour le Haut débit au Mexique au mois de mars ou la Réunion d'examen du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) + 10, en février, sont des espaces uniques où forger une vision globale.

Ils sont à l'UNESCO.

Que ce soit par notre rôle de coordinateur de l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies pour *l'éducation avant tout*, qui nous permet d'accélérer les efforts de *l'éducation pour tous*...

Que ce soit à travers le *Pacte mondial des Nations Unies sur les Océans*, lancé en Aout dernier sur une idée de départ de l'UNESCO, et que nous mettons en œuvre avec le PNUE, le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation météorologique mondiale...

C'est toujours l'UNESCO qui est à l'offensive au niveau global.

Je mentionnerais également notre action au niveau des pays, et je ne donnerais seulement quelques exemples.

Au Myanmar, où l'UNESCO travaille au renforcement du système éducatif – un travail qui n'avait pas été entrepris depuis 20 ans.

J'étais récemment à Pikine au Sénégal dans le centre qui permet à des centaines de jeunes filles d'accéder à l'éducation, grâce au programme de l'UNESCO avec Procter et Gamble et le gouvernement du Sénégal.

Voilà un bel exemple de partenariat innovant, qui donne des résultats concrets.

Sur la base de la décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, l'UNESCO a renforcé son action dans 43 pays prioritaires, pour améliorer la mise en œuvre des

politiques nationales d'apprentissage de la lecture – et je pense à nos efforts accrus dans ce domaine en Egypte, où je me suis rendue au mois de mars.

Avec le soutien de la Finlande, de la Suède, de la Norvège, du Danemark, de la Belgique, de l'Union Européenne, nous intervenons pour soutenir la liberté de la presse dans les pays en transition, dans 8 pays arabes, au Soudan du sud, et j'en profite pour saluer le Costa Rica, qui accueille dans quelques semaines la journée mondiale de la liberté de la presse.

C'est une réponse concrète à des défis urgents.

Il y a quelques jours, j'étais à Ljubljana, pour le lancement de l'exposition de l'UNESCO « *Imagining the Balkans* » / « *L'imaginaire des Balkans* ».

Cette exposition a bénéficié de l'appui scientifique de la grande historienne Maria Todorova, spécialiste de cette région turbulente.

Une région qui était en guerre il y a moins de 20 ans.

Aujourd'hui elle est un exemple de coopération politique et culturelle, et l'UNESCO partage cette aventure.

L'UNESCO se mobilise aux sommets des Ministres de la culture, comme à Sofia en octobre et à Ljubljana en avril.

Aujourd'hui les 12 musées nationaux de la région partagent leurs collections pour la toute première fois, dans une exposition conjointe, et réfléchissent à leur histoire commune.

C'est une révolution des mentalités, et nous allons prolonger cet effort à l'occasion du 10^{ème} anniversaire du Sommet des Chefs d'Etat de l'Europe du Sud Est, au mois de juin à Ohrid, en Ex-République yougoslave de Macédoine.

C'est un exemple très fort du pouvoir de la culture pour la compréhension et la réconciliation.

Et c'est grâce à l'UNESCO.

Voilà un exemple de culture de la paix

- comme à Luanda récemment, où 3000 étudiants ont lancé une campagne nationale de communication pour la paix, en marge du forum pour une culture de la paix organisé avec l'UNESCO.

Cette campagne se déroule en ce moment.

Elle diffuse des messages de paix dans tout le pays, dans les manifestations culturelles, au cinéma, au théâtre, à la télévision, sur les téléphones portables...

C'est un effort gigantesque, réalisé avec la Commission nationale de l'UNESCO en Angola, et je félicite l'Angola pour cette belle initiative, qui montre une nouvelle fois, qu'il y a un immense besoin d'UNESCO.

Tous ces jeunes attendent l'UNESCO, et nous soutiennent.

Et je suis très honorée d'être invitée au Sommet du 50^{ème} anniversaire de l'Union Africaine au mois de mai, sur le thème de la Renaissance africaine.

J'y vois une marque de confiance envers l'UNESCO, et un appel à traduire notre mandat humaniste dans ce monde en mutation.

Nous devons répondre à cet appel, comme nous l'avons fait au Mali, pour protéger les sites culturels et les manuscrits.

C'est notre responsabilité suprême.

Au Mali se rejoignent les routes qui traversent l'Afrique et le monde arabo-musulman.

Les manuscrits de Tombouctou, ce trésor toujours inexploré de la culture universelle, nous transmettent la sagesse d'une civilisation islamique millénaire, comme symbole du dialogue des cultures.

Quiconque s'efforce d'imaginer les savoirs qu'ils contiennent, en astronomie, en droit, en littérature, se prend à rêver d'une nouvelle renaissance, d'un nouvel humanisme venu du désert.

C'est pourquoi l'UNESCO s'est mobilisée avec tant de force, et auprès du Conseil de sécurité pour souligner l'importance du patrimoine dans le conflit.

2 nouvelles résolutions ont été adoptées ces derniers mois, en octobre et en décembre.

Je me suis rendue sur place, aux côtés du Président français, M. François Hollande.

Au centre Ahmed Baba, j'ai vu les manuscrits à moitié brûlés.

J'ai parlé avec l'Imam de la mosquée Djingareyber, Ben Essayouti, avec le maire Hallé Ousmane.

Ils remercient l'UNESCO et ils comptent sur nous.

Nous avons un plan d'action en commun avec tous nos partenaires, et nous sommes prêts à intervenir.

Oui, Mesdames et Messieurs, nous devons être conscients du travail accompli, au niveau global et au niveau pays.

Ce travail nous pousse à poursuivre la réforme de l'UNESCO pour l'adapter aux mutations contemporaines.

Je voudrais insister sur le cadre général de notre réforme, que j'estime vitale pour l'UNESCO.

Notre réforme est guidée par une vision stratégique globale, claire et cohérente.

Et depuis le premier jour, mon discours est resté le même.

Un discours simple.

Un discours en deux points.

Le premier point, essentiel, est que « *la forme doit suivre la fonction* ».

Le plus important, c'est le choix de nos priorités stratégiques.

C'est à la structure de s'adapter à la stratégie, et non l'inverse.

Le choix des priorités, c'est l'objectif du C/4, c'est notre responsabilité partagée.

En parallèle – c'est mon deuxième point – nous accélérons la mise en œuvre des recommandations de l'Évaluation externe indépendante, approuvées par la Conférence générale.

La première recommandation était de concentrer l'action de l'UNESCO sur ses domaines phares.

Vous avez lu le document 190 EX/26 sur la mise en œuvre de la feuille de route : l'UNESCO a considérablement réduit la fragmentation de ses activités.

L'UNESCO se concentre sur ce que nous faisons de mieux : le conseil aux politiques, le renforcement des capacités.

La nouvelle stratégie opérationnelle pour le département Afrique a identifié un nombre limité de 6 programmes phares, pour une action plus concentrée, plus efficace.

L'accord que nous finalisons avec l'ISESCO est un autre exemple : suppression des microprojets, regroupement des programmes phares, pour davantage d'impact.

La deuxième recommandation de l'Évaluation externe était de rapprocher l'UNESCO des réalités du terrain.

Nous allons finaliser la réforme de notre dispositif hors Siège en Afrique d'ici fin 2013.

Nous sommes aux côtés de la Malaisie, qui vient de lancer une nouvelle stratégie éducative sur 10 ans, après l'évaluation de leur politique éducative par l'UNESCO.

Nous sommes aux côtés du Mexique, qui a lancé l'une des plus grandes réformes éducatives de son histoire, une réforme courageuse, pour répondre aux besoins de l'éducation de qualité.

Au Soudan du Sud, nous posons les bases du futur système éducatif du pays.

La réalité du terrain, c'est aussi l'essor des nouvelles technologies, qui changent la vie de millions d'individus.

Pour la première fois dans l'histoire, il y a dans le monde aujourd'hui plus de téléphones portables et de tablettes numériques que d'êtres humains.

Cette réalité, l'UNESCO y répond, en publiant par exemple les tous premiers principes directeurs pour l'apprentissage mobile, un outil concret réalisé avec le soutien de Nokia

C'est un petit livre très utile (*la DG montre le cahier*) et très innovant, pour adapter l'éducation aux outils modernes, et qui est fortement apprécié sur le terrain et parmi nos partenaires.

Sur le terrain, au Tchad, l'UNESCO vient d'être désignée, pour la toute première fois là aussi, « Entité de gestion » par le partenariat mondial pour l'éducation (GPE).

L'UNESCO se verra confier 7 millions de dollars sur 47 millions au total, pour la formation des enseignants et l'alphabétisation.

Je pense également à notre Centre de l'UNESCO – Mahatma Gandhi, le tout premier centre de Catégorie I dans la région Asie, que j'ai inauguré lors de ma visite en Inde au mois de novembre.

J'en profite pour saluer l'Inde pour son engagement dans ce projet.

Nous attendons beaucoup de ce centre dédié à l'éducation à la paix et au développement durable, pour la culture de la tolérance et de la citoyenneté, dans la plus grande démocratie du monde.

L'UNESCO s'est aussi considérablement rapprochée des Nations Unies, et c'était la troisième recommandation des évaluateurs

Et je crois que sur ce plan nous avons fait des efforts considérables.

L'UNESCO est en première ligne des initiatives du Secrétaire général des Nations Unies (*L'éducation avant tout, La Pacte mondial sur les Océans, le Conseil Consultatif scientifique mondial...*) et je viens de présenter le rapport sur la réforme du Conseil des Chefs de secrétariat, avec mon collègue, M. Babatunde Osotimehin, du Fonds des Nations Unies pour la population.

L'UNESCO s'investi dans la mise en œuvre des recommandations de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles des Nations Unies (en anglais QCPR), dont les enjeux sont importants pour nous.

Nous avons lancé, le 11 février avec Michel Jarraud, Président de l'ONU-Eau et Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, l'Année internationale pour la coopération dans le domaine de l'eau.

Notre position de coordinateur nous aide à mettre en œuvre les recommandations du Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau.

Et nous allons porter ce message à l'occasion des événements organisés avec le soutien de l'UNESCO au mois d'aout au Tadjikistan, en septembre à Stockholm, en octobre lors du sommet de Budapest, en Hongrie.

Je pense aussi à notre engagement auprès de l'ONU-femmes – aux deux événements organisés par l'UNESCO sur l'éducation et la protection des femmes journalistes, dans le cadre de la Commission sur la condition de la femme, à New York, consacrée à l'élimination des violences envers les femmes.

Et je terminerais par ce que je considère être un modèle de coopération avec le système des Nations Unies.

L'UNESCO assume en effet cette année la présidence du Comité des organismes co-parrains de l'ONU-Sida, sur l'agenda post 2015.

Nous avons pris la tête d'un effort mené avec 11 autres agences de l'ONU, pour lutter contre la pandémie, chacun dans son domaine, en partageant les ressources.

C'est un moyen concret de nous concentrer sur notre valeur ajoutée – pour la prévention de la maladie, notamment par l'éducation sexuelle.

C'est aussi le moyen de gagner en impact.

C'est enfin le moyen d'attirer des fonds supplémentaires – en plus des 12 millions de dollars reçus d'ONUSIDA pour le biennium, la Suède nous a confié plus de 7 millions de dollars pour l'éducation sexuelle dans 20 pays d'Afrique d'ici 2015, et j'en suis très reconnaissante.

Cet exemple témoigne aussi d'une nouvelle façon de travailler, en partenariat, dans l'esprit, là encore, des recommandations de l'évaluation externe indépendante.

L'UNESCO s'est doté d'une stratégie de partenariats, qui intègre désormais les centres de catégorie II, les ambassadeurs de bonne volonté, le réseau UNEVOC.

Ensemble avec le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF nous avons lancé à Davos l'initiative « *nourrir les corps, nourrir les esprits* » - pour optimiser nos synergies dans les écoles, contre la malnutrition et l'éducation des jeunes.

L'UNESCO et le Centre international de recherche et de documentation sur les traditions et les langues africaines (CERDOTOLA) vont renforcer leur coopération pour la promotion des langues africaines et du patrimoine en Afrique.

J'ai signé un accord – le premier avec un partenaire privé russe – avec PhosAgro, l'une des plus grandes sociétés mondiales de chimie, afin de promouvoir la « chimie verte » et soutenir les jeunes scientifiques dans les pays en voie de développement.

- je remercie la Russie de cette belle initiative.

Notre coopération avec l'Union Européenne a pris une nouvelle dimension : 32 millions d'euros de financements prévus au total pour 2012-2013, dont un projet pour l'éducation des réfugiés syriens en Jordanie avec l'Académie de la reine Rania de Jordanie.

Ce mouvement s'inscrit d'ailleurs dans le prolongement direct de notre accord signé avec l'Union Européenne en octobre dernier.

Nous finalisons un accord avec l'ASEAN, pour la toute première fois.

Nous allons renouveler celui avec le CARICOM – pour la première fois depuis les années 1980.

Le changement est en marche, et l'UNESCO se réforme.

Concrètement, dans de très nombreux domaines, nous travaillons différemment, de façon plus innovante.

Nous avons repensé nos relations avec les ONG et la manière de travailler avec les Commissions nationales, et vous êtes les premiers à le dire : nous sommes à un tournant.

Presque toutes les régions sont désormais représentées dans le comité de liaison avec les ONG.

C'est un changement considérable.

Le forum des ONG va être délocalisé, en Asie, en Europe du Sud Est, en Afrique, et ce mouvement crée une émulation au sein des ONG locales, qui veulent s'associer avec l'UNESCO.

Dans les circonstances actuelles, qui sont difficiles, j'ai tenu à protéger le programme de participation, pour qu'il serve ceux qui en ont le plus besoin, l'Afrique, les Petits Etats Insulaires en Développement, les Pays les moins avancés.

Notre réforme s'appuie, sur chaque point précis, sur une logique d'évaluation rigoureuse.

Et à ce niveau également, nous avons montré que nous savons être durs avec nous-mêmes.

Sur la priorité Afrique.

Sur la Priorité Egalité des genres.

Sur nos Instituts pour l'éducation.

Nous tirons les leçons de ces évaluations, en toute transparence.

Vous avez accès à toutes ces informations sur le site UNESCO.int – un outil unique au sein des Nations Unies.

Cette transparence est d'ailleurs reconnue comme un de nos points forts, dans plusieurs évaluations des Etats-Membres.

Il reste encore beaucoup à faire, mais le chemin tracé est le bon.

J'en veux pour preuve notre évaluation par le gouvernement de la Suède : l'UNESCO est reconnue comme une agence « pertinente » et notre efficacité est jugée « bonne ».

C'est encourageant et nous allons continuer à travailler dans cette direction.

Mesdames et Messieurs,

Je tenais à partager ces informations sur l'exécution des programmes et l'avancement de notre réforme, car nos atouts sont nombreux, malgré les difficultés qui sont réelles.

Oui, je le répète, nos difficultés sont réelles.

La Conférence générale a voté un budget de 653 millions de \$.

J'ai fixé un plafond à 465 millions de \$, devant la suspension de la contribution américaine, qui nous affecte pour la troisième année consécutive.

Cela représente un effort considérable.

Pour y faire face, nous avons pris des mesures radicales.

De réduction de nos dépenses, d'abord.

Nous mettons en œuvre un plan de gestion drastique, sous la forme d'une feuille de route que j'ai proposée et que vous avez adoptée.

Notre première priorité est de réduire les coûts administratifs.

Nous avons fixé un objectif de réduction de 15%.

Nous en sommes déjà à 14% de réduction, et nous allons dépasser notre objectif, avec 18% de réduction sur le biennium.

Nous avons revu l'ensemble des contrats passés avec nos fournisseurs – de même que les coûts des réunions statutaires.

Les coûts de personnel, les coûts d'assistance temporaire, les coûts de mission ont été réduits de 55 millions de \$.

213 postes ont été suspendus.

En parallèle, nous avons mobilisé de nouvelles recettes.

Et je veux remercier tous ceux qui se sont mobilisés, en payant leurs contributions à temps, et parfois en avance, ou en donnant de l'argent ou des contributions en nature, des offres de service.

75 millions de \$ ont été rassemblés dans le fonds d'urgence.

24 millions de dollars ont été alloués pour soutenir l'exécution des programmes, dont près de la moitié (47%) en direction de l'Afrique.

Avec toutes ces mesures combinées, nous sommes en situation de couvrir notre déficit.

Nous finirons l'année 2013 à l'équilibre.

C'est un résultat extraordinaire dans des circonstances exceptionnelles, d'avoir pu absorber le choc tout en maintenant le leadership de l'UNESCO dans les aspects essentiels du programme.

Nous l'avons fait au prix de beaucoup d'efforts et de sacrifices, et nous les avons faits parce que c'était le seul choix responsable, avec le soutien des Etats Membres.

Mais je dois être franche, nous ne pourrons pas le faire deux fois.

Ces efforts ont des conséquences sur la charge de travail, sur l'exécution des programmes, et parfois sur sa qualité, sur notre influence dans les équipes pays.

La situation n'est pas tenable sur le long terme.

Je présenterai en séance privée les différentes options que je propose pour le futur, sur la base du plan d'exécution que j'ai présenté à l'addendum 2, et des priorités qui y sont définies.

Nous entrons en effet dans une nouvelle phase.

L'UNESCO a passé avec succès le test de l'urgence, c'est maintenant le test du long terme.

Et nous allons réussir ce test, comme le premier, en réfléchissant stratégiquement, sur le programme.

Seul un choix clair de nos priorités peut nous permettre de prolonger la réforme et de renouveler l'UNESCO.

C'est précisément l'objectif du C/4, et c'est à nous de décider.

C'est clair, c'est vital, et c'est maintenant.

Ladies and Gentlemen,

We are focusing our action, streamlining processes, sharpening delivery, moving closer to the field and raising our profile.

We must now go further -- through the *Draft Medium Term Strategy* and the *Draft Programme and Budget*.

This is the moment to sharpen UNESCO's role.

This is the opportunity to shape a new UNESCO, and there is no time to lose.

As the Chair of the Executive Board said in closing the 190th session:

"The opportunity for reform is now before us [...] to put forth new, bold and innovative ideas to help transform the Organization."

I thank you for this vision, which I fully share.

We must set this course together, and this is why consultation and dialogue with Member States have been our guiding principles.

Let me take this opportunity to thank Ms Vera Lacœuilhe for leading the constructive discussions in the *Ad Hoc Group*, allowing for open exchanges among Delegates and members of the Secretariat and flagging important questions.

As requested by the Executive Board, I engaged in extensive consultations before this session.

These followed two tracks.

They focused, first, on UNESCO's role in key areas – "empowering youth for peace and sustainable development," "social inclusion, social transformations and social innovation", "science and technologies for knowledge societies" and "water".

I met also with all Regional Groups and political groupings.

There have been more consultations than any time previously.

This says something about the depth of our engagement with change.

Change is not an exact science.

It requires bold ideas and open exchange.

It is important to put everything on the table, to leave no stone unturned, and I think we have done so.

It is essential now that we take strong decisions to accelerate momentum.

These are the stakes of the Draft C/4 and C/5.

The 190th session of the Executive Board reaffirmed UNESCO's mission statement:

As a specialised agency of the United Nations, UNESCO – pursuant to its Constitution – contributes to the building of peace, the eradication of poverty, and sustainable development and intercultural dialogue through education, the sciences, culture, communication and information.

Member States agreed on five core functions, and on two overarching objectives (reduced from five) -- to contribute to lasting peace and to sustainable development and the eradication of poverty.

These will guide our Global Priorities Africa and Gender Equality, as well as our activities for youth, Least Developed Countries, Small Island Developing States and countries in transition.

As requested by Member States, the Draft 37 C/4 and 37 C/5 are complemented by an *Operational Strategy on Priority Africa* and an *Operational Strategy on Youth*.

The Economist wrote recently of *Africa Rising*.

I believe in Africa rising, because I have seen it across the continent -- in economic growth, in vibrant societies, in growing youth engagement.

The landscape is changing, and African countries know what they need better than anyone – to balance social and economic development, to address enduring inequalities, the need for greater knowledge sharing, capacity-building, the aspiration for lasting peace.

UNESCO is adapting, to help African Governments and societies meet their goals.

In March, I signed a four-year Framework Agreement with Angola, for which I am deeply thankful to the Government of Angola.

This agreement has a regional dimension and embodies a new way of working, an innovative financing mechanism for projects put forward by national authorities -- I hope this example will be followed by others.

This is the spirit of the proposed *Operational Strategy on Africa*, drafted after consultations with all Member States, the Africa Union, and African regional economic communities.

The Strategy will strengthen our ability to meet the needs of Member States through six flagship activities, to build peace and capacity for sustainable development and poverty eradication.

UNESCO must do everything to underpin Africa's renaissance, and we will.

The *Operational Strategy on Youth* draws on our consultation on "Empowering Youth for Peace and Sustainable Development."

Reflecting strong networks and giving priority to Africa, the Strategy will sharpen UNESCO's engagement with policies *for* and *with* youth engagement.

Let me note in this respect the importance of the forthcoming MINEPS V in Berlin for harnessing the power of sport to engage young people, for which I wish to express my thanks the German Government for their support and leadership.

We are also preparing the second *Priority Gender Equality Action Plan for 2014-2021*, that will be fully aligned with the Draft C/4 and C/5 and presented to the next session of the Executive Board.

In Decision 190 EX/19, Member States affirmed “*the relevance of UNESCO’s five major programmes or fields of competence.*”

I have followed these directions with care.

At this time, there can be no reduction of UNESCO’s ambitions.

There can be no dilution of our mandate.

But there must be sharper focus, stronger relevance, and greater innovation.

This commitment guides the changes I am proposing.

My aim is to stay true to the goals of UNESCO, while shaping an architecture that is more resilient, flexible and fit for purpose -- to bolster innovation and ingenuity, to protect biodiversity, to build inclusive knowledge societies and to promote lasting peace, poverty eradication and sustainable development.

I propose to focus on nine strategic objectives -- reduced from 14, from the previous Medium-Term Strategy.

These are not necessarily linked exclusively to any particular Major Programme, and each requires an inter-disciplinary approach. With these, I hope to have replied fully to the strong demand of Member States to have inter-disciplinarity as the guiding principle for all our work.

We must seek to develop education systems that foster quality lifelong learning opportunities for all.

We must work also to empower learners to be creative and responsible global citizens -- to foster new skills and behaviours, to tackle challenges on the basis of solidarity and human rights.

We must also seek to shape the future education agenda by bringing our comprehensive vision to the post-2015 agenda.

We must also promote the interface between science, policy and society and ethical and inclusive policies for sustainable development -- by assisting Member States in developing capacities, by supporting STI policies, and by taking into account ethical considerations.

Building on our leading intergovernmental programmes, we must strengthen international science cooperation for peace, sustainability and social inclusion, to reinforce the sustainability of terrestrial, freshwater and ocean resources and to reduce disaster risks.

We also must deepen our work to protect, promote and transmit heritage -- drawing on UNESCO's normative framework, to safeguard, protect and preserve cultural heritage in all forms, tangible, intangible and documentary.

At the same time, UNESCO must continue to foster creativity and the diversity of cultural expressions, which are essential for inclusive knowledge societies, for poverty eradication and sustainable development.

UNESCO must also promote freedom of expression, media development and universal access to information and knowledge.

Across all media, we will build capacities and an enabling environment for press freedom and freedom of information, and promote the safety of journalists.

I am convinced UNESCO must strengthen its support to inclusive social development, to intercultural dialogue and the rapprochement of cultures – this is the thrust of my proposal for a *Centre for Social Transformations and Intercultural Dialogue*, about which a Concept Paper has been circulated (*document 191 EX/15.INF*).

Let me turn specifically to this idea which I believe is essential today.

This has been intensely discussed, and it has been important to have all of these contributions in order to finalise the concept, including during the 11th session of the Intergovernmental Council of the MOST Programme, chaired by its President, Minister Alicia Kirchner.

All societies -- rich and poor, developed and developing -- face today questions about deepening inequalities, about rising diversity, about the role of young people, about new forms of communication.

Amplified by new technologies, globalization is opening space for exchange – it is also reviving misunderstanding and the retrenchment of identities. The call for intercultural dialogue has never been so urgent in societies under pressure.

In all societies, dialogue is vital for inclusion, for positive social transformation, and in some, it is the key factor – it is essential to reach out to all citizens, especially the most marginalised, to make a strength from rising diversity.

There are powerful examples of this work across the world, and I wish to commend the commitment of His Serene Highness Prince Albert II of Monaco and the Principality of Monaco, for their leadership -- embodied, most recently, in *7th International Monaco and the Mediterranean Symposium*, which I attended.

We need stronger public policies that cut across traditional boundaries, that map trends, that link research, policy and action -- to promote social transformation in the direction of sustainable development and lasting peace.

The ‘social dimension’ of sustainable development is essential today.

This was a conclusion of Rio+20, which reaffirmed the three pillars of sustainable development – environmental, economic and social.

There has never been so much emphasis given to the social dimension.

It was a message from the 2013 *Davos Economic Forum*, where social inequalities were highlighted as a great risk to all societies today.

On 27 March, 2013, the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda, co-chaired by President Susilo Bambang Yudhoyono of Indonesia, President Ellen Johnson Sirleaf of Liberia, and Prime Minister David Cameron of the United Kingdom, met in Indonesia and reaffirmed the importance of social inclusion.

I believe UNESCO is uniquely positioned to respond to these calls.

In Decision 190 EX/19, you called for “*clear proposals for innovative, holistic and effective structures and programme delivery as well as enhanced interdisciplinarity.*”

The *Centre for Social Transformations and Intercultural Dialogue* is one of my answers.

In the UN system, no other agency has UNESCO’s mandate or experience – this is why we have been requested to take the leadership of the *International Decade for the Rapprochement of Cultures (2013-2022)*, which Kazakhstan helped sponsor and for which I am very grateful, building on the experience of the *2011 Year of the Rapprochement of Cultures*.

This Decade is a vital opportunity to move forward with promoting intercultural dialogue on the basis of respect and mutual understanding, across the UN system and across the world, and UNESCO is leading here. I am convinced the proposed Centre will play a key role in taking this Decade forward.

The Centre will support States in developing innovative policies and new forms of dialogue to accompany and anticipate social transformations.

Three objectives will guide its action.

First, it will strengthen the links between research, policy and society.

This will build on the MOST Programme, for which the Centre will provide the Secretariat -- the priorities of MOST will help guide the work of the Centre.

Second, the Centre will build capacities at the national level through innovative projects at the intersection of different programmes.

The Centre will make the most of existing networks and launch new initiatives. It will compare the impact of policies for social inclusion and share best practices.

Third, the Centre will act as a global laboratory of ideas and a forum for foresight -- to map current and future needs and to design innovative proposals for public policies.

With no additional costs, I propose the Centre to be based with the Social and Human Sciences – while working at the intersection of other UNESCO's activities.

I am not proposing a new legal structure, but a new division, a new way to focus, by pooling resources.

We need the Centre to create new synergies from our work for social inclusion, intercultural dialogue and foresight.

To lead innovative, cross-cutting projects in support of States.

To position UNESCO strategically in the UN system -- especially with regard to the new *International Decade for the Rapprochement of Cultures*.

Accompanying social transformations and promoting intercultural dialogue are written in UNESCO's DNA.

This is our humanist mandate.

We need today a single, strategic mechanism to take it forward.

This is why I propose the *Centre for Social Transformations and Intercultural Dialogue*.

As Minister Kirchner, President of the MOST Intergovernmental Council, said two weeks ago, "*inclusiveness is about citizenship*," and I fully share this view.

In societies undergoing transformation, in economies in crisis and those developing quickly -- inclusion, access and dialogue have never been so important.

Equity and equality.

Inclusion and dialogue.

Human rights and dignity.

These are, I believe, the humanist spirit of the Medium-Term Strategy.

Focus, synergy and innovation are the tools to take it forward.

The Centre embodies all of this ambition, and I am deeply convinced it will raise UNESCO's flag higher.

Ladies and Gentlemen,

We must decide on a new course for UNESCO in a context of change – at a time when the landscape of development is evolving, when Governments are tightening belts, when development aid is *alarmingly* decreasing; at a time also when economic power is shifting, with the rise of the South and South-South cooperation.

We must position UNESCO to tackle challenges and accompany positive trends.

We must decide now on accelerating the change we have started, to build a stronger Organization.

This is a decision time.

The 37 C/4 is our strategic vision.

The Programme and Budget Document flows seamlessly from this -- ensuring focus and concentration, defining core priorities and proposing the necessary structures to pursue strategic objectives.

As requested by the General Conference, the programmes are defined for the *quadrennial* period 2014-2017, while the budget allocation is for the *biennial* period 2014-2015 -- based on the budget ceiling of \$653 million, decided by the 190th session of the Executive Board.

I am determined all efforts made in cost savings in the current biennium are continued into the next biennium.

This means the Organization must absorb some US\$ 57 million for inflation and other statutory increases normally covered by zero-real growth approaches.

At this critical juncture, let me reiterate the vital need for support by all Member States.

UNESCO needs this to retain its leadership.

We need it to continue moving forward, to build a sharper Organization.

For this, we need predictable, adequate and sufficient funding.

The challenge is serious – in our private session, I will share my assessment of the current situation.

Member States have asked for inter-disciplinarity and inter-sectoriality to guide all our action.

The Draft 37 C/4 and Draft 37 C/5 embody this commitment.

The Draft 37 C/5 preserves the five Major Programmes as you requested, it contains fewer and more concentrated results, it increases the budgets for all Major Programmes over and above their levels in the 36 C/5 Approved, it decreases the share of administration from 18 to 16 percent of the budget, and it maintains our commitment to our Field presence and to our statutory activities.

Each of the proposed strategic objectives is accompanied by expected outcomes, and translated into main lines of action.

The Draft 37 C/5 is moving to apply for the first time the principles of results-based budgeting, and this process will be further refined.

Following the General Conference decision, I propose to begin the four-year cycle of the sunset clauses with the 37 C/5.

I am determined to sharpen programmatic focus.

This is why I am convinced we must integrate activities linked to information and communication technologies in education and open educational resources with our work for education for peace and sustainable development, and activities linked to new technologies in science and access to scientific information with our action in science.

In the digital era, it makes no sense, in my view, to delink education from ICTs, to separate science from new technologies.

These changes are long overdue.

The same goes for bringing together all pillars of UNESCO's work to safeguard heritage -- tangible, intangible and documentary.

In Mali, UNESCO is working to protect both tangible and documentary heritage – we cannot delink actions to safeguard Timbuktu's mausoleums and manuscripts...

We must end fragmentation and concentrate, to work holistically.

I am determined to reduce further the weight of administration compared to programmes -- to enhance efficiency, effectiveness and value for money.

This is why I propose to restructure the Sector for External Relations and Public Information and the Sector for Management Support and Services, and we will discuss these further under Rule 59.

These are steps towards a UNESCO that is leaner in administrative terms and stronger in programmatic terms.

Ladies and Gentlemen,

We stand less than 1000 days from the 2015 deadline of the Millennium Development Goals and Education for All.

There has been great progress, but advances are uneven.

We need a big push and UNESCO is deepening its support to countries to meet the objectives of Education for All.

We launched the EFA acceleration initiative for African countries and helped design EFA acceleration frameworks for Angola, Chad, Côte d'Ivoire, Lesotho, Kenya, Niger, Senegal, Swaziland and Zambia.

Following the *Global EFA Meeting* last November, UNESCO will help countries review EFA achievements, through national and regional reviews, culminating at the *Global Conference on Education* to be hosted by Republic of Korea in 2015 – once again, let me take this opportunity to thank the Republic of Korea for its invaluable support.

At the same time, we must shape a bold agenda to follow 2015.

The ambition is for the new agenda to be universal and to focus on eradicating extreme poverty, reducing inequalities, and promoting sustainability.

It must tackle business that is unfinished and maximise new enablers to reach our goals.

It must be driven by values, by human rights and fundamental freedoms.

UNESCO is contributing full steam.

We are leading the Secretary-General's initiatives – the *Global Education First Initiative* and the *Scientific Advisory Board*.

Preparations for the *Scientific Advisory Board* are finalised, and the Secretary-General will soon announce its working methods.

The *Global Education First Initiative* Secretariat is up and running, and has developed a draft *Action Framework for 2013* -- to be reviewed at the *High-Level Steering Committee* on 18 April, in Washington DC, chaired by the Secretary-General, for which I act as Executive Secretary.

I will also attend the *Learning for All Ministerial* meeting in Washington, hosted by the Secretary-General and the President of the World Bank, with Ministers of Education and Finance.

Later this month, UNESCO will support a Summit organized by Her Highness Sheikha Moza of Qatar, *UNESCO Special Envoy for Basic and Higher Education*, to accelerate action to reach out-of-school children in countries lagging behind and to support the EFA acceleration framework.

UNESCO is co-leading with UNICEF the consultation on education in the post-2015 agenda.

Building on consultations in all regions, the global consultation was held in Dakar, on 18-19 March, hosted by Senegal, with the support of Canada, Germany and the Hewlett Foundation.

Dakar reaffirmed education as a basic human right that is central for sustainability. It also highlighted Education for All as unfinished business.

Drawing on UNESCO's comprehensive vision, there is agreement that "equitable quality lifelong education and learning for all" must be the single education goal to follow 2015.

I see this as a success, reflecting ours and UNICEF's leadership, and I hope this will be taken up by the *Open Working Group on Sustainable Development Goals* set up by Member States in New York.

In this vital year, we are working on all fronts – including through our leadership of the *International Year of Water Cooperation*.

On 6 March, I participated in the *Special Thematic Session on Water and Disasters* at the United Nations, an initiative of the Secretary-General, with his *Advisory Board on Water and Sanitation* and the *High Level Expert Panel on Water and Disasters* as well as the indefatigable leaders, HIH Crown Prince of Japan and the Prince of Orange, the Netherlands.

Culture for development is another UNESCO flagship.

We just published *Culture and Development: Knowledge Management*, capturing the results of the 18 programmes financed by Spain through the MDG-F -- this shows the power of culture for development and the impact of conventions for local communities.

I saw similar power at work in Burkina Faso, when I attended the 23rd edition of the *Panafrican Film and Television Festival of Ouagadougou* (FESPACO) -- one of Africa's largest film festivals, which UNESCO has always supported.

This is a vital year.

In May, the *Hangzhou International Congress*, hosted by China, will be the first international meeting on culture and development organized by UNESCO since the 1998 Stockholm Conference, and it is moving forward thanks to the deep engagement of the Chinese Government and local authorities, the support of all partners, including from the private sector and NGOs.

On 12 June, a *Thematic Debate of the UN General Assembly on Culture for Sustainable Development* is being organized by the President of the UN General Assembly, in partnership with UNESCO.

The *2013 ECOSOC Annual Ministerial Review* -- under the title "Science, technology and innovation, and the potential of culture, for promoting sustainable development and achieving the Millennium Development Goals" -- will be another key moment.

In September, UNESCO and UNDP will publish the 3rd edition of the *Creative Economy Report*.

The UN Secretary-General will submit a report, led by UNESCO, to the General Assembly, discussing a third resolution on Culture and Development -- I wish to commend and encourage all Member States moving this forward in the General Assembly, the Group of 77 and China, especially Cuba and Peru. I am deeply grateful for their leadership.

Recognition is growing of education, the sciences, culture, communication and information as essential goals and enablers for lasting peace, poverty eradication and sustainable development.

Our case is being heard -- we will take it forward.

Ladies and Gentlemen,

This Executive Board must decide on a new course for UNESCO in new times.

The humanist message of our Constitution, the ideals we have carried forward since 1945, have never been so salient.

We must renew this message and our ability to take it forward, in a world that is changing and sometimes uncertain.

This requires vision and decision.

We must rise to the ambitions of our mandate.

We must be realistic but also bold.

Our eyes must remain on the prize, on the objectives that bring us together, on the values we share, because we must move forward.

UNESCO has never been more in demand.

We must meet this in every way, to craft a better future for all.

These are difficult, challenging times for people everywhere, for many societies.

But there are strong grounds for hope.

There exist vast opportunities to which all must contribute, all must have access. There are powerful signs to believe in this better future.

Allow me to finish with inspiring words on this point. In his poem, *Resurrection*, the Indian poet and statesman, Karan Singh, wrote about this, when, in the confusion of the “*nerveless night*”...

There comes a sudden whisper

in the breeze,

a silver ripple in the lake of thought,

I can hear this “*sudden whisper*” of hope, of renewal, across the world, and it is growing louder and louder.

We must listen to this and move with it, together.

Thank you.